

Entretien avec Martine Reicherts: "Le Jean-Monnet ne durera pas toujours" dans Le Quotidien (27 septembre 2004)

Légende: Le 27 septembre 2004, le journal luxembourgeois Le Quotidien publie un entretien avec Martine Reicherts, chef de service de l'Office Infrastructures et logistique (OIL) de la Commission européenne au Luxembourg.

Source: Le Quotidien. 27.09.2004. Luxembourg: Lumedica S.A.

Copyright: (c) Le Quotidien

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_martine_reicherts_"le_jean_monnet_ne_durera_pas_toujours"_dans_le_quotidien_27_septembre_2004-fr-79a5773b-f243-4484-8305-f8b7a4bf7b26.html](http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_martine_reicherts_)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Le Jean-Monnet ne durera pas toujours

Porte-parole de la Commission Santer, elle était sous le feu des projecteurs. Devenue «Madame Immobilier» de cette même Commission au Luxembourg, Martine Reicherts a gardé son franc-parler.

Entretien : Denis Berche

Le Quotidien : **Que faites-vous aujourd'hui au service de la Commission européenne au Luxembourg?**

Martine Reicherts : Depuis le 1^{er} janvier 2003, je suis chef de service de l'OIL, l'Office Infrastructures et logistique, de la Commission européenne au Luxembourg. Pour faire plus simple, je suis en charge de l'immobilier de la Commission au Grand-Duché.

En quoi cela consiste-t-il?

À acheter ou à louer les bâtiments qui permettront à la Commission européenne de loger tous ses services et ses fonctionnaires. Mais aussi à entretenir et réparer ce qui doit l'être tout en assurant la sécurité et l'hygiène des ces bâtiments. Je suis également en charge des infrastructures sociales, que ce soit la restauration avec 3 000 repas par jour servis dans les selfs ou le Centre de la petite enfance qui accueille, en dehors des heures scolaires, un millier d'enfants.

Régulièrement, les syndicats de fonctionnaires européens se plaignent du manque de place. Est-ce justifié?

Nous ne sommes pas à l'étroit et nous devons sortir d'une certaine parano. *Grosso modo*, nous disposons de 150 000 m² à Luxembourg-Ville dont 100 000 pour le seul bâtiment Jean-Monnet. À l'heure actuelle, il nous manque environ 10 000 à 15 000 m² pour être vraiment à l'aise.

C'est la faute à l'élargissement...

Evidemment, puisque nos effectifs ont augmenté avec l'arrivée des fonctionnaires des 10 nouveaux États membres, essentiellement des traducteurs puisque le total des langues en vigueur dans l'Union européenne est désormais de vingt. Nous avons accueilli de nouveaux fonctionnaires et nous leur avons tous trouvé un bureau, même si nous avons dû nous serrer un peu plus qu'auparavant.

Si l'on intègre le personnel de la Banque européenne d'investissement, même si son statut est différent, il y a aujourd'hui 8 000 fonctionnaires européens à Luxembourg. Fin 2005, ce chiffre passera à 9 500. Nous en aurons alors fini avec la première vague de l'élargissement. Mais nul ne peut dire combien de pays il y aura dans la deuxième vague et à quelle date ils viendront grossir encore les rangs de l'UE.

Avec les années, le Jean-Monnet ne devient-il pas un peu obsolète?

Il est certain que le plus gros bâtiment luxembourgeois des services de la Commission ne rajeunit pas. La loi luxembourgeoise ayant changé en 1998, et les normes étant devenues plus sévères, nous ne sommes plus en règle. Nous avons donc entrepris des travaux de rénovation pour être en règle avec la sécurité, notamment en installant des portes coupe-feu.

Que faut-il faire avec le Jean-Monnet? Le rénover ou le détruire pour le reconstruire?

Comme ce bâtiment est bâti sur des structures avec des palplanches en acier, il ne résistera pas *ad vitam aeternam*. Il devra forcément être démoli.

Quand?

C'est la grande question. Avant de le démolir, il faut une solution de remplacement qui pourrait être un

nouveau bâtiment jouxtant quasiment l'ancien.

Qui décide?

C'est le gouvernement luxembourgeois qui doit gérer ce dossier. Il a déjà donné un terrain de 5 hectares à la Commission pour réaliser le projet. Ce terrain gratuit fait partie de l'accord entre les deux parties.

Le futur Jean-Monnet doit-il trouver sa place au Kirchberg ou ailleurs?

Le grand avantage du Kirchberg, c'est son périmètre restreint pour de nombreuses institutions européennes.

Le Luxembourg est parfois désavantagé en tant que siège, il serait dommage qu'il perde le bénéfice de ce regroupement interinstitutions qui fonctionne très bien. C'est une véritable valeur ajoutée quand on compare avec Bruxelles où les institutions européennes sont disséminées dans 90 bâtiments différents.

Qui va payer pour ce nouveau bâtiment?

Le terrain est mis à disposition par le gouvernement luxembourgeois, le reste est en principe payé par la Commission. Mais, comme le budget européen ne peut jamais être en déficit, les institutions ne peuvent de ce fait pas acheter puisqu'elles n'ont pas un accès direct aux emprunts. Il faut donc toujours une garantie étatique. Avec son classement AAA sur les marchés financiers, l'État luxembourgeois n'aura aucun mal à trouver un financement d'autant que son budget n'est pas en déficit. Mais il y a d'abord une décision de principe qui doit être prise au niveau luxembourgeois. Plus vite elle sera prise, plus vite on pourra se lancer dans ce gigantesque projet.

Quand pourrait-il voir le jour?

Dans cinq ou six ans.

Y avait-il moyen d'anticiper cet élargissement?

Non, car personne n'avait vraiment pensé que l'arrivée de nouveaux États membres puisse être aussi massive et aussi rapide.

Vous avez géré le personnel de la Commission à Luxembourg. Pourquoi avoir changé d'affectation en janvier 2003?

La Commission a décidé de créer l'Office Infrastructures et logistique, un office indépendant. J'ai préféré perdre en compétences ce que je gagnais en indépendance. A ce poste, j'ai un atout précieux : un rapport de confiance avec mes interlocuteurs luxembourgeois.

Vous avez été la porte-parole de la Commission Santer. Quels souvenirs en gardez-vous?

Jacques Santer restera comme le président de l'euro et celui de l'élargissement. Pour faire l'euro, il n'a jamais reculé devant les chefs d'État et de gouvernement. Quand on voit à quelle vitesse la monnaie européenne a été adoptée par les citoyens européens, c'est extraordinaire.

De même, quand ont débuté les premières discussions sur l'élargissement, qui aurait pensé que le 1^{er} mai 2004 nous serions 25 au lieu de 15.

Vous êtes toujours aussi enthousiaste ou vous arrive-t-il d'être inquiète sur l'Europe?

Je suis inquiète quand je vois le fossé se creuser entre les citoyens et les institutions. Plus l'Europe avance, plus elle est complexe et moins les citoyens parviennent à en comprendre les mécanismes. Et, quand on ne comprend pas, on a peur. C'est un vieux réflexe.

Que reprenez-vous avec le temps de votre expérience bruxelloise?

Ce fut une expérience fantastique. Aux côtés de Jacques Santer, j'ai vécu des moments inoubliables, y compris la difficile nuit de la démission collective. C'était un sentiment d'échec, mais il s'estompe avec le temps.

Qu'avez-vous fait ensuite?

Un break complet de six mois sans solde. Je suis partie au Népal et en Inde. Je me suis coupée de tout, je n'ai plus rien lu, plus rien vu, plus rien entendu. Cela m'a permis de m'interroger et de me recentrer. Je suis revenue au Luxembourg auprès de ma maman qui était victime de la maladie d'Alzheimer. Je me suis occupée d'elle jusqu'à son décès.

L'affaire Cresson, qui avait provoqué la démission de la Commission Santer, vient de se dégonfler. En éprouvez-vous de la colère?

Non. Jacques Santer est un homme intègre, intelligent. Il avait une vision pour l'Europe et il a résisté à toutes les pressions. Mais il fallait faire tomber la Commission. Certains y avaient un grand intérêt, journalistes ou députés européens. S'il n'y avait pas eu l'affaire Cresson, il y aurait eu autre chose. Même si je suis aujourd'hui loin de tout cela, personne ne m'empêchera jamais de penser que c'était un énorme gâchis.

[...]